

TRANSMIGRANTS

Les Belges veulent plus de sévérité

Pour 55 % d'entre eux, la gestion des migrants en transit est trop laxiste. 41 % approuvent l'enfermement des familles.

Le Grand Baromètre

LE SOIR INFO Ipsos

Les 2.543 personnes sondées par notre Grand Baromètre préfèrent les solutions dures.

Questionnées à propos de la gestion des migrants en transit vers l'Angleterre, 55 % d'entre elles la jugent « trop laxiste » alors que 17 % la considèrent « juste » et 14 % « trop dure ». Et lorsqu'on leur demande s'il faut enfermer les familles avec enfants, 41 % répondent que oui, pour 39 % de « non » et

20 % de sans avis.

La Belgique devient-elle plus raciste qu'avant ? A cette question, les sondés répondent positivement (55 % en moyenne sur le pays, 54 % en Flandre, 55 % à Bruxelles et 56 % en Wallonie).

Dirk Jacobs, professeur de sociologie à la VUB, invite cependant à la prudence dans l'interprétation : « A quoi cela fait-il référence ? Au durcissement des politiques ? Aux incidents à caractère raciste ? Au soutien à une idéologie raciste ? Impossible de savoir si tous les répondants avaient la même référence en tête ou non. » ■

38 % d'abstention

Si le vote n'était plus obligatoire, près de 40 % des Belges ne se rendraient plus aux urnes, indique le Grand Baromètre. Ils ne sont pas plus de 10 % actuellement. On peut voir le verre à moitié plein : une majorité de Belges se rendraient aux urnes même sans y être tenus. Mais aussi le verre à moitié vide : avec une abstention autour des 40 % au niveau national, la Belgique présenterait un taux plutôt élevé. P. 4

Entre pro et anti-migrants, la polarisation se durcit

► Une majorité de sondés jugent trop laxiste la gestion des migrants en transit ou sont favorables à l'enfermement des familles avant expulsion.

► Les experts expriment des réserves et nuancent.

► Ils plaident moins pour un durcissement des positions que pour une polarisation de celles-ci.

Que pensent les Belges de la façon dont les autorités « gèrent » les migrants en transit en Belgique vers l'Angleterre ? Pensent-ils qu'il faut, oui ou non, enfermer les familles avec enfants avant expulsion ? Enfin, estiment-ils que la Belgique devient de plus en plus raciste ? Les trois questions balisaient le dernier Grand Baromètre *Le Soir* - RTL Info - Ipsos - VTM - *Het Laatste Nieuws*. Et au moment d'entamer l'interpréta-

tion des réponses, il semble que les Belges, sondés sur la base d'un échantillon de 2.543 personnes, aient en la matière une « préférence » pour des solutions dures, jugeant à 55 % trop laxiste la gestion qui est faite des migrants ou estimant à 41 % qu'il faut enfermer les familles avec enfants avant expulsion, notamment.

« Prudence »

Ces résultats et les autres qui suivent sont à prendre avec les précautions d'usage. Celles qui tiennent au sujet d'abord : « Ces questions sont intéressantes car elles permettent d'appréhender certaines choses. Mais certainement pas toute la complexité de l'opinion publique en rapport aux migrants », note Marco Martiniello, directeur du Centre d'études de l'ethnicité et des migrations (Cedem). Celles qui tiennent ensuite à la méthodologie et à la formulation.

« La récolte des données s'est faite en ligne, il ne s'agit pas d'un échantillon aléatoire, indique Dirk Jacobs. Ensuite, la formulation incite à la prudence dans l'interprétation. » Le professeur de sociologie de la VUB fait notamment référence au terme

raciste inclus dans une des trois interrogations : « Il semble que la majorité des répondants réponde positivement à cette question. Mais ça fait référence à quoi ? Durcissement des politiques, incidents à caractère raciste, soutien à une idéologie raciste ? Impossible de savoir si tous les répondants avaient la même référence en tête ou non. »

Fort de sa connaissance du sujet, Dirk Jacobs rappelle par ailleurs - sur la base d'enquêtes d'opinion publique comme European Social Survey - que, ces 20 dernières années, « les attitudes explicitement racistes et xénophobes, si elles restent élevées, se stabilisent, voire tendent à diminuer ». Une autre chose, plus large, est la libération de la parole...

« Des visions idéologiques »

Marc Jacquemain, professeur de sociologie à l'ULiège, énonce également quelques réserves au moment d'interpréter les résultats. « Pour la question sur la gestion des migrants en transit par exemple, je doute que les gens qui ont répondu sachent vraiment en quoi elle consiste concrètement aujourd'hui en Belgique, affirme-

t-il. Du coup, les réponses qui sont apportées traduisent pour moi avant tout des visions idéologiques et ne sont pas à prendre au pied de la lettre. »

Visions idéologiques fortes qui donnent à penser à Antoine Roblain, premier assistant à l'Institut de psychologie de l'université de Lausanne, que la société belge aujourd'hui est marquée par une très forte polarisation, dont témoigne, comme enseignement le plus sûr, le Grand Baromètre. Avec certes des opinions de sondés très opposés aux migrants, mais d'autres aussi de personnes « ouvertes ». « Il y a un pôle qui se sent très menacé et un autre très ouvert, indique le chercheur. Ils se sont livrés notamment une guerre de mots : crise des réfugiés pour les uns et crise de l'accueil pour les autres. Au sein du premier pôle, il y a un décalage entre l'intensité de la menace décrite et la présence de la question dans l'espace public. Cela se voit sur la question des migrants en transit. Pour le pôle plus ouvert, ce qui se joue dépasse le cadre politique, cela touche plus profondément à des valeurs morales. D'où les accusations en inhumanité ou en racisme qui tombent rapidement à l'encontre de l'autre pôle. »

Pays anti-migrants ?

Entre la Flandre d'une part et la Wallonie et Bruxelles d'autre part, les résultats du sondage dessinent une gradation de quelques points pour, au nord du pays, dénoncer un peu plus fortement le laxisme dans la gestion des migrants en transit ou plébisciter un peu plus largement l'enfermement de familles avec enfants avant expulsion. Les différents experts relèvent la différence mais ne l'expliquent pas

complètement. « *En Flandre, une personnalité comme Theo Francken a su structurer les pensées négatives* », note toutefois Antoine Roblain.

« *Si on analyse certains résultats, on pourrait peut-être être tentés de conclure que la Belgique est un pays anti-migrants*, indique Marc Martiniello. *Je crois qu'il faut être plus nuancé, notamment eu égard à la polarisation des positions. Au-delà de celle-ci, ce qui est frappant, c'est la*

présence du clivage gauche-droite, avec des positions qui se tendent plus on va à droite (NDLR : 86 % des sondés « proches » du Vlaams Belang jugent trop laxiste la gestion des migrants en transit, 74 % des sondés « proches » du PP...). *Les réponses à la question sur l'enfermement des familles soulignent, elles, une volonté accrue de ce qu'on appelle une démocratie illibérale.* »

« *Savoir si une opinion pré-*

existe ou si, au contraire, elle est le fruit de facteurs comme les politiques ou les médias, c'est très compliqué, affirme Marc Jacquemain. *Pour moi, les politiques et les médias contribuent à formater l'opinion. Ils ne le font cependant pas à partir de rien, ils le font dans un contexte global, celui d'une grande insécurité. Celle-ci donne aux gens l'impression d'être en concurrence et les incite à réclamer une sécurité affective et symbolique.* » ■

MATHIEU COLINET

bourgmestres Deux Belges sur trois veulent choisir directement

En moyenne, 64 % des Belges se disent favorables à l'idée selon laquelle celui qui obtient le plus de voix de préférence dans sa commune doit automatiquement devenir bourgmestre. Selon les Régions, près de deux citoyens sur trois partagent ce point de vue. Mais les choses ne sont pas aussi simples que cela, à vrai dire...

La Wallonie est la Région qui s'est le plus rapprochée d'un modèle qui a les faveurs des électeurs. Même au sud du pays cependant, il n'a jamais été question que le maire soit la personnalité la plus populaire de sa commune. Pour être précis, le code wallon de la démocratie locale spécifique que devient bourgmestre « celui (ou celle) qui a réalisé le plus de voix de préférence sur la principale liste de la majorité ».

Une personnalité populaire certes, mais dans le cadre d'un pacte de majorité bien compris. Et cela change tout, bien entendu : pas question que le bourgmestre provienne automatiquement d'une formation minoritaire au sein de la majorité voire d'une formation de l'opposition, sous prétexte que ce candidat s'est avéré le plus populaire lors du scrutin.

Ailleurs (on veut parler de la Flandre et de Bruxelles-Capitale), la question de la popularité n'entre pas en ligne de compte pour la désignation du bourgmestre : celle-ci s'inscrit dans les tractations pour la constitution d'une majorité. Le premier citoyen de la commune est à chercher parmi les élus. La plupart du temps, bien sûr, le score électoral et le statut de chef de file sont pris en compte, mais il n'y a rien d'obligatoire.

Les germanophones se distinguent

A noter qu'en Wallonie, les neuf communes composant la Communauté germanophone ont décidé de se distinguer à l'occasion du scrutin du 14 octobre : à l'inverse du reste de la Région, les futurs bourgmestres seront élus par les conseils communaux, sans référence obligatoire aux voix de préférence. Autre particularité germanophone : les membres du gouvernement ne peuvent pas être candidats aux élections locales et ne peuvent donc pas tirer parti de leur popularité.

Notre sondage confirme une tendance lourde : la popularité personnelle est désormais un élément déterminant dans l'attribution des sièges et des fonctions qui y sont liées. Chère à Ecolo par exemple, la notion d'« équipe » semble céder le pas à des choix liés à des individus.

Pour s'en convaincre, deux exemples nous viennent à l'esprit.

En 2012, les Atois ont accordé leurs voix de préférence à Marc Duvivier, qui n'était jamais que vingt-troisième candidat sur la liste socialiste. Il est devenu bourgmestre en raison de sa popularité.

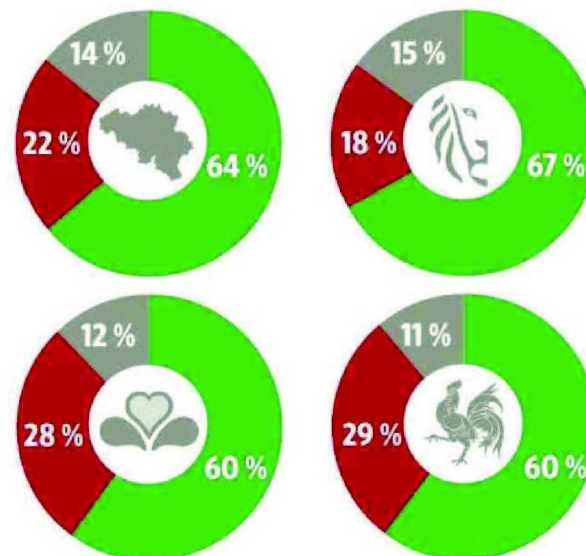
En 2018, tous les regards se portent par exemple sur Mons : que ferait Elio Di Rupo, quarante-cinquième et dernier candidat sur la liste PS, s'il rassemblait plus de voix de préférence que la tête de liste Nicolas Martin ?

Comme disent l'un et l'autre : « Aux électeurs de choisir ! » C'est exactement le souhait d'une large majorité des personnes sondées. ■

ÉRIC DEFFET

Bourgmestre, celui/celle qui a le plus de voix ?

■ oui ■ non ■ cela ne m'intéresse pas



MÉTHODOLOGIE

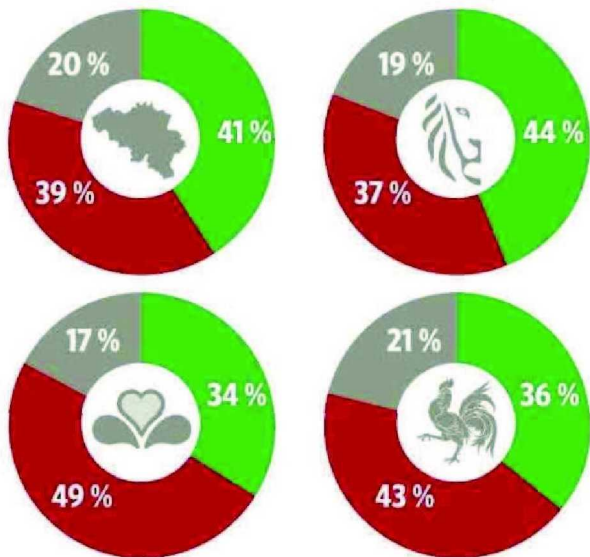
Cette vague de 2.543 répondants, formant des échantillons représentatifs des Belges de 18 ans et plus à raison de 1.000 en Wallonie, 1.000 en Flandre et 543 dans les 19 communes de la Région Bruxelles-Capitale, a été réalisée du 20 au 27 septembre 2018.

Les interviews ont eu lieu en ligne. La marge d'erreur maximale, pour un pourcentage de 50 % et un taux de confiance de 95 % est de ± 3,1 en Wallonie et en Flandre et de ± 4,2 à Bruxelles.

Affiliations : Esomar, Consumer Understanding Belgium.

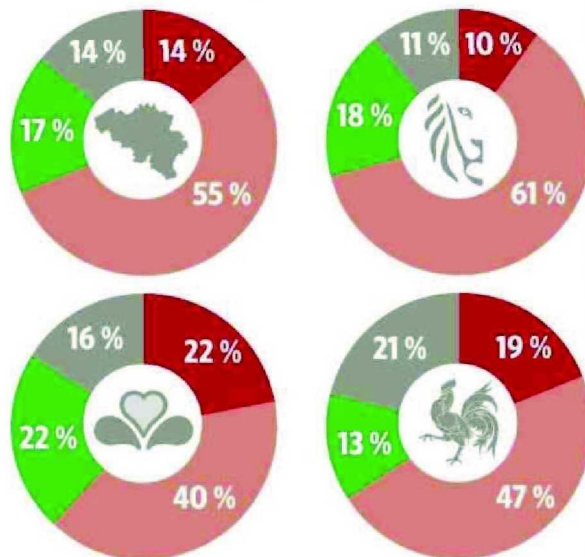
Doit-on enfermer les familles avec enfants avant expulsion ?

oui non sans avis



La gestion des migrants en transit vers l'Angleterre est...

trop dure trop laxiste juste sans avis



La Belgique devient-elle plus raciste qu'avant ?

oui non sans avis

